

Pages de Profils



En 2005, l'emploi salarié régional accuse une diminution proche de 5 500 salariés. Ce solde, voisin de celui de l'année précédente, résulte d'évolutions un peu différentes. En effet, la région n'a pu compter que sur le dynamisme de la construction pour freiner l'érosion des effectifs salariés, sans la contribution habituellement positive du tertiaire. Le Nord s'est inscrit dans une dynamique moins défavorable que le Pas-de-Calais. La dégradation s'est poursuivie dans la plupart des zones, mais le Valenciennais, la Flandre-Lys et Lille sont restées créatrices comme en 2004, tandis que le Boulonnais est le seul à dégager un solde positif dans le Pas-de-Calais.

Avertissement :

Les résultats de cet article ne reprennent pas l'emploi des non-salariés qui n'est pas encore disponible.

L'emploi en 2005 : les enseignements d'un bilan

Raymond Bénard
Service Statistique



INSEE NORD-PAS-DE-CALAIS - 130 AVENUE DU PRÉSIDENT J.F. KENNEDY - 59034 LILLE CEDEX
03 20 62 86 29 - 03 20 62 86 00

Les estimations quasi définitives de l'emploi salarié dénombrent 1 334 600 salariés dans l'ensemble des secteurs privé et public à la fin de l'année 2005. La région enregistrerait ainsi une diminution nette d'environ 5 500 postes de travail entre le 31 décembre 2004 et le 31 décembre 2005, soit autant qu'entre décembre 2003 et décembre 2004.

POURSUITE DU RECUIL SUIVANT LE RYTHME DE 2004

Après avoir crû au rythme élevé de 2,8% par an entre le 31 décembre 1997 et le 31 décembre 2000, l'emploi salarié régional a connu un ralentissement de sa croissance en 2001 et 2002 (+0,9% en moyenne annuelle). Depuis 2003, la conjoncture économique défavorable aux industries, en particulier, et une politique de restriction budgétaire dans l'emploi public ont orienté la courbe de l'emploi salarié à la baisse. Ainsi en 2005, l'emploi salarié régional a de nouveau reculé de 0,4%, affectant le Pas-de-Calais un peu plus que le Nord (respectivement -0,5% et -0,4%).

BAISSE DANS TOUS LES SECTEURS INDUSTRIELS

L'industrie, nettement déficitaire ces quinze dernières années, même si elle a connu un court répit de 1998 à 2001, poursuit ses réductions d'effectifs en 2005, avec un peu moins d'ampleur qu'en 2004. La baisse atteint 3,1% (-7 900 emplois) après avoir culminé à 3,9% (-10 100 emplois) en 2004. 

L'industrie automobile épargnée depuis plusieurs années par la diminution d'emploi a conservé des effectifs stables en 2005. Toutefois, ce constat régional masque les disparités entre les deux départements. Dans le Pas-de-Calais, les effectifs salariés des industries de l'automobile régressent chaque année depuis 2002. Ces deux dernières années, le volume des pertes s'est élevé à près de 1 000 salariés mais n'a concerné que les équipementiers et les établissements situés en amont des chaînes de montage. À l'opposé, le Nord a progressé de près de 1 200 postes dans l'ensemble du secteur grâce à la montée en puissance de certaines implantations. Tous les autres secteurs de l'industrie ont supprimé des postes, soit par la fermeture d'établissements importants, soit par des restructurations. Les secteurs les plus sévèrement touchés appartiennent aux biens intermédiaires, dont le recul a toutefois été moindre en 2005 qu'en 2004 (-3,5%, soit 3 800 emplois perdus contre -5,7% soit 6 600 emplois). Comme les années précédentes,

le textile demeure la principale activité par ses emplois perdus (45% des pertes enregistrées dans les biens intermédiaires) et ne représente plus en fin d'année que 15 000 emplois. L'habillement, cuir contribue pour plus de la moitié des pertes enregistrées dans les biens de consommation (-3,9% soit 1 500 emplois perdus). Les effectifs du secteur des biens d'équipement décroissent d'un volume de 1 400 emplois, soit autant qu'en 2004. Enfin, les industries agroalimentaires accusent une diminution de 2,3% de leurs effectifs salariés (-800 emplois) dont plus de la moitié relève de la fermeture du site de production de tabac Altadis.

Le dynamisme du secteur de la construction dégage un solde positif de +2,6%, engendrant la création de 2 000 postes. La bonne tenue du marché de l'immobilier et des mises en chantier s'est de nouveau confirmée en 2005 sur l'ensemble de la région.

STABILITÉ DU NIVEAU DE L'EMPLOI DANS LE TERTIAIRE

En 2005 comme en 2003, le tertiaire a stoppé sa croissance. Ces deux années, parmi les quinze dernières, font ainsi exception au scénario de compensation des pertes industrielles par les créations dans le tertiaire. En effet, entre 1990 et 1997, le tertiaire génère en moyenne 16 000 postes de travail supplémentaires tous les ans. Il s'est ensuite affirmé entre 1998 et 2000 comme le véritable moteur de l'importante croissance de l'emploi régional avec la création chaque année de près de 35 000 emplois. Ensuite, selon les années, la moindre croissance des services aux entreprises, le ralentissement de l'expansion de la plupart des autres secteurs marchands ou une contraction sensible des effectifs dans les secteurs non marchands – principalement l'éducation et l'administration publique – ont amenuisé le volume des emplois tertiaires créés.

Au niveau régional, 2005 est une année de stabilisation de l'emploi tertiaire salarié au niveau atteint l'an passé, soit près de 998 500 postes. Ce statu quo des effectifs s'explique par le net ralentissement de la croissance, voire son arrêt, dans les secteurs habituellement moteurs des créations d'emploi du marchand et du non-marchand.

EN PARTICULIER, LE TERTIAIRE MARCHAND ATONE

En effet, jusqu'en 2004, les créations d'emploi du tertiaire marchand s'observaient presque uniquement dans le secteur des services

aux entreprises et plus particulièrement dans les activités de conseils et les services opérationnels où elles s'avèrent être souvent des transferts d'activité de l'industrie. En 2005, le manque de robustesse de l'activité a très nettement ralenti la croissance dans ces services.  Seul le fort dynamisme des centres d'appels (+28% en un an, soit la création de plus 500 emplois) tranche au sein des services opérationnels, lesquels n'ont pas créé de postes en 2005 et observent même une réduction de l'emploi intérimaire (-1,5%).

Les activités essentiellement non marchandes du tertiaire, touchées en 2004 par la contraction des emplois aidés dans les secteurs public ou privé, ont quasiment maintenu leurs effectifs. Le démarrage des mesures du plan de cohésion sociale (création d'emplois liés à un contrat d'accompagnement à l'emploi (CAE), à un contrat d'avenir (CAV) ou un nouveau contrat d'emploi jeune), n'a pas été assez rapide pour compenser la fin du dispositif des contrats emploi-solidarité (CES), des contrats emplois consolidés (CEC) et des anciens contrats emplois jeunes (CEJ). Le nombre de postes offerts globalement dans les dispositifs de type CES, CEC, CEJ, CAV et CAE, atteignant environ 29 000 bénéficiaires en fin d'année, a diminué (-15,6%). La lente érosion des effectifs de personnel titulaire du secteur public contribue également à la baisse de l'emploi dans les secteurs de l'éducation (-1,2%). Faisant figure de contrepoids, le secteur « santé, action sociale » a progressé de 800 postes, presque deux fois moins vite qu'en 2004.

Dans le reste du tertiaire, le solde global de l'emploi est quasiment stable. Dans le commerce, il est de -0,6% (-1 100 salariés) dont une part importante provient de l'externalisation des centres d'appels téléphoniques de la vente par correspondance. La stabilisation du volume de postes dans le commerce et la réparation automobile après les pertes de l'année passée (-1,7%) est accompagnée d'une faible progression des effectifs du commerce de gros (+0,2%). Après les répercussions positives de l'événement Lille 2004 (+2,6% salariés), l'emploi touristique et culturel a légèrement reculé en 2005 (-0,2%). La note positive dans le tertiaire en 2005 vient des services personnels et domestiques, en progression de 2 000 postes depuis le début 2004 (+2,5% en 2004 et +3,6% en 2005). Il semble se confirmer que ce secteur participe à la croissance de l'emploi salarié à la faveur des diverses mesures d'aides proposées aux particuliers-employeurs.

SUR LE MOYEN TERME, LE BILAN RESTE POSITIF AU NIVEAU DES ZONES

Sur les sept dernières années, même si les effectifs ont progressé partout, les zones d'emploi ont connu des rythmes propres. Le constat régional de l'interruption de la croissance des effectifs à partir de 2003 reste ainsi à moduler [Carte](#).

En général, là où la rupture a été ressentie plus tôt, une progression inférieure à l'évolution régionale de 1998 à 2005 est observée. Ainsi en est-il, pour les zones de Roubaix-Tourcoing (+0,2%), de la Sambre-Avesnois (+1,5%), du Calaisis (+4,1%) qui figurent en 2005 parmi les zones les plus touchées par les réductions d'emploi. En revanche, les zones de Berck-Montreuil (+17,8%), du Valenciennois (+15,9%), de Lens-Hénin (+15,4%), enregistrent sur ces sept ans une croissance correspondant à plus du double de la moyenne régionale. Parmi ces trois zones, seule la zone du Valenciennois échappe encore au recul en 2005. Les zones du Cambrésis

(+9,6%), de Béthune-Bruay (+9,3%), de l'Artois-Ternois (+8,9%) de la Flandre-Lys (+8,9%), du Boulonnais (+7,0%), de Saint-Omer (+5,7%), de Dunkerque (+5,5%) et de Lille (+4,7%) ont connu sur la période des évolutions globales de l'emploi proches de la moyenne régionale. Dans ce groupe, les zones de la Flandre-Lys, du Boulonnais et de Lille restent créatrices d'emploi en 2005. Le Douaisis, après une progression de 8,3 % jusqu'en 2003 n'enregistre plus que 4,4% deux ans après.

PREMIÈRES TENDANCES 2006 : MIEUX QU'EN 2005 POUR L'EMPLOI SALARIÉ

L'année 2006 n'a pas encore livré toutes les statistiques nécessaires à l'établissement d'un bilan d'ensemble de l'année. En première approche, selon les données sur l'emploi salarié privé non agricole mises à disposition par les Urssaf du Nord et du Pas-de-Calais, le nombre d'emplois n'aurait diminué que de 0,1% sur les neuf premiers mois de l'année 2006. Cet indicateur affichait un an aupara-

vant un retrait de 0,4%. L'année 2006 pourrait se révéler au final un peu plus favorable pour l'emploi salarié privé que 2005. De fait, elle a connu un deuxième trimestre créateur d'emploi (+0,3%), ce qu'aucun trimestre de 2005 n'avait permis d'observer. Ce résultat proviendrait essentiellement d'une progression sensible des effectifs des services au cours de ce trimestre compensant largement le recul du commerce. Sur la période de référence considérée, l'emploi industriel continuerait à se dégrader, mais suivant une trajectoire moins pentue que celle observée lors des deux dernières années. Dans la construction, le dynamisme de 2005 s'est poursuivi au cours des trois premiers trimestres et se solderait par un substantiel gain d'emplois. Dans le secteur non marchand (essentiellement public), la montée en charge des nouveaux dispositifs destinés à prendre le relais des CES, CEC et CEJ s'est affirmée au fil des onze premiers mois. Au total, le tertiaire redeviendrait créateur d'emploi.

Carte : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PAR ZONE D'EMPLOI (DÉCEMBRE 1998 - DÉCEMBRE 2005)

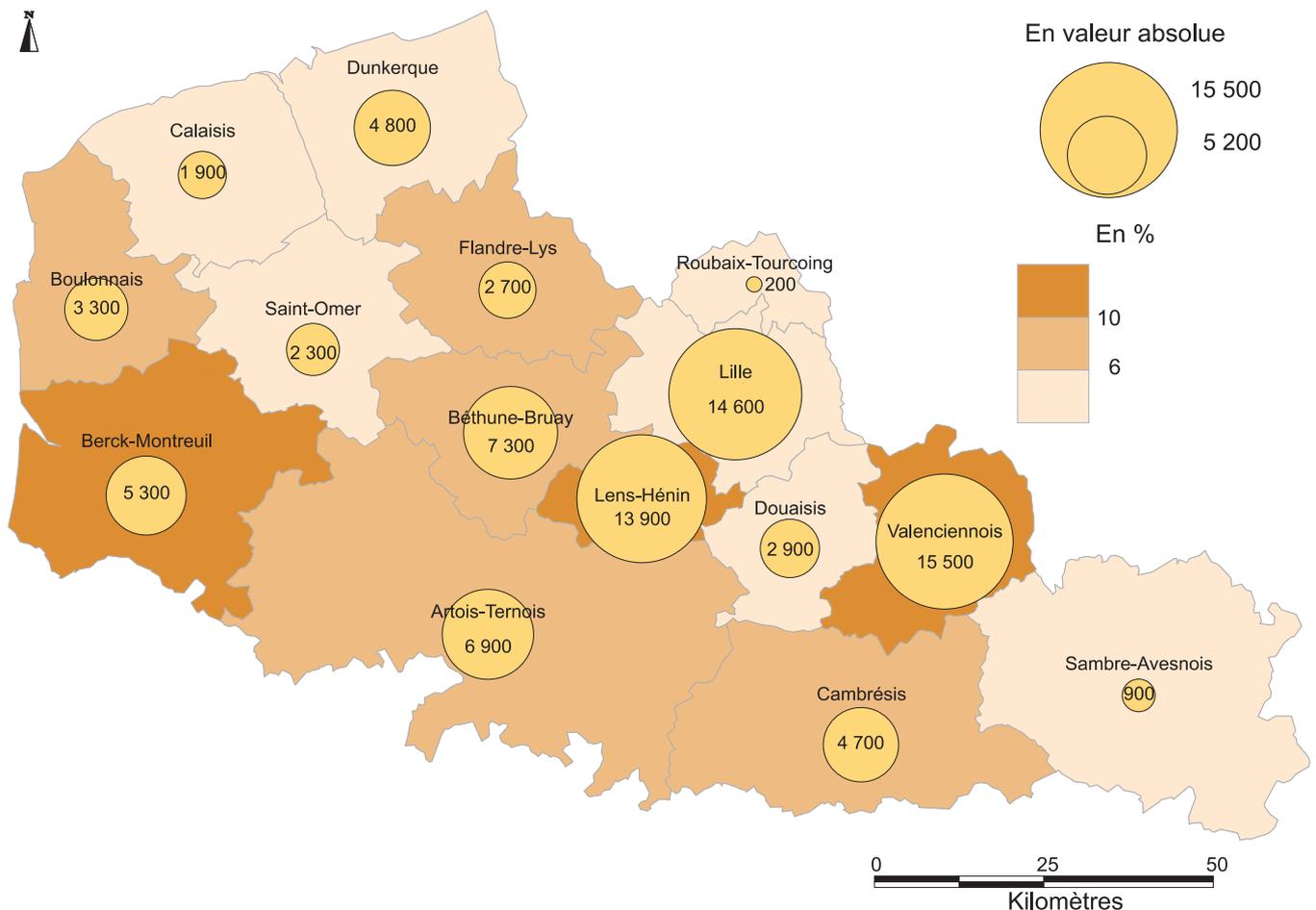
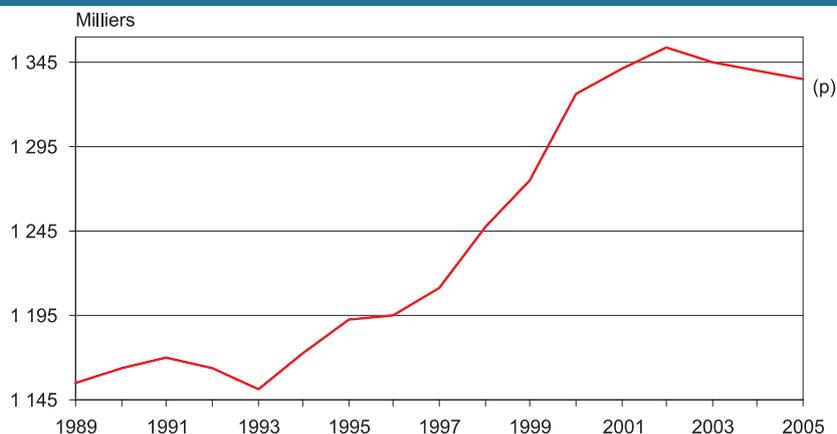


Tableau 1 : L'EMPLOI SALARIÉ DANS LES ZONES D'EMPLOI DU NORD-PAS-DE-CALAIS AU 31/12/1998 ET AU 31/12/2005

	1998		2005	
	Emploi salarié en milliers	%	Emploi salarié en milliers	%
11 Lille	310,3	24,9	324,9	24,3
10 Roubaix-Tourcoing	135,9	10,9	136,1	10,2
15 Valenciennois	97,8	7,8	113,3	8,5
22 Lens-Hénin	90,1	7,2	103,9	7,8
12 Dunkerque	87,7	7,0	92,5	6,9
23 Béthune-Bruay	78,1	6,3	85,4	6,4
21 Artois-Ternois	76,9	6,2	83,8	6,3
16 Douaisis	66,6	5,3	69,5	5,2
17 Sambre-Avesnois	62,2	5,0	63,2	4,7
16 Cambrésis	48,7	3,9	53,4	4,0
26 Boulonnais	47,2	3,8	50,5	3,8
25 Calaisis	46,4	3,7	48,3	3,6
24 Saint-Omer	39,9	3,2	42,1	3,2
27 Berck-Montreuil	29,6	2,4	34,8	2,6
13 Flandre-Lys	30,3	2,4	32,9	2,5
Région Nord-Pas-de-Calais	1 247,6	100,0	1 334,6	100,0

Source : Insee - Estimations d'emploi

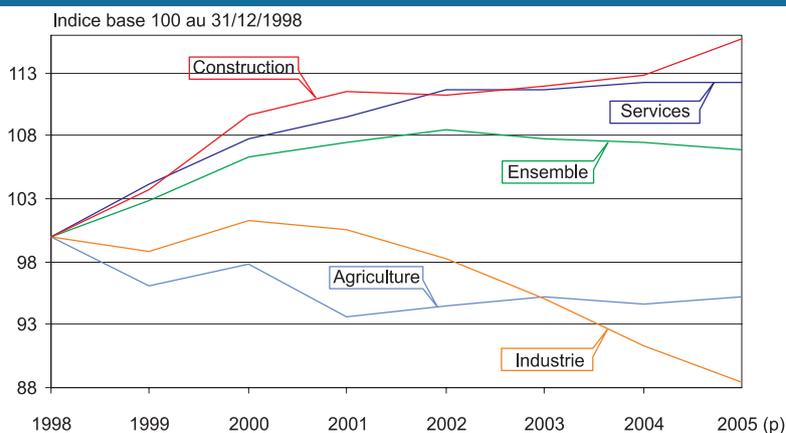
Graphique 1 : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS ENTRE LE 31 DÉCEMBRE 1989 ET LE 31 DÉCEMBRE 2005



(p) Données provisoires

Source : Insee - Estimations d'emploi au 31 décembre de chaque année

Graphique 2 : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PAR GRANDS SECTEURS DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS ENTRE LE 31 DÉCEMBRE 1998 ET LE 31 DÉCEMBRE 2005



(p) Données provisoires

Source : Insee - Estimations d'emploi

**Tableau 2 : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ (SECTEUR PUBLIC ET SECTEUR PRIVE CONFONDUS)
DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS ENTRE LE 31 DÉCEMBRE 2004 ET LE 31 DÉCEMBRE 2005**

Activité économique (Nomenclature économique de synthèse niveaux 4, 16, 36)	Département du Nord		Département du Pas-de-Calais		Région Nord-Pas-de-Calais		Évolution 2005/2004 en %
	Emploi salarié en milliers		Emploi salarié en milliers		Emploi salarié en milliers		
	2004	2005 (p)	2004	2005 (p)	2004	2005 (p)	
TOTAL	885,8	882,6	455,2	452,0	1340,1	1334,6	-0,4
Agriculture	7,7	7,8	6,7	6,7	14,4	14,5	+0,7
Industrie	161,8	156,9	89,4	86,3	251,2	243,3	-3,1
Construction	46,7	47,9	29,6	30,3	76,2	78,2	+2,6
Tertiaire	669,7	670,0	328,6	328,7	998,3	998,6	+0,0
Agriculture, sylviculture, pêche	7,7	7,8	6,7	6,7	14,4	14,5	+0,7
Industries agricoles et alimentaires	20,0	19,2	16,2	16,1	36,2	35,4	-2,3
Habillement, cuir	2,1	1,8	1,7	1,1	3,8	3,0	-21,4
Édition, imprimerie, reproduction	7,5	7,2	2,5	2,5	10,0	9,7	-3,4
Pharmacie, parfumerie et entretien	3,8	3,8	0,4	0,4	4,3	4,2	-1,4
Industries des équipements du foyer	5,6	5,4	1,9	1,7	7,5	7,1	-4,2
Industries des biens de consommation	19,0	18,2	6,5	5,8	25,5	24,0	-6,0
Industrie automobile	20,3	20,8	8,8	8,3	29,1	29,1	-0,1
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	4,5	4,2	0,4	0,4	4,9	4,6	-5,6
Industries des équipements mécaniques	18,0	17,7	7,5	7,3	25,5	24,9	-2,3
Industries des équipements électriques et électroniques	4,5	3,9	2,5	2,5	7,0	6,4	-8,4
Industries des biens d'équipement	26,9	25,8	10,4	10,1	37,4	35,9	-3,9
Industries des produits minéraux	5,6	5,3	12,6	12,2	18,2	17,5	-3,6
Industrie textile	13,0	12,0	3,6	3,0	16,7	15,0	-10,0
Industries du bois et du papier	5,3	5,0	4,7	4,7	10,1	9,6	-4,1
Chimie, caoutchouc, plastiques	12,2	11,9	10,6	10,5	22,8	22,4	-1,8
Métallurgie et transformation des métaux	27,1	26,5	7,7	7,6	34,7	34,1	-1,9
Industrie des composants électriques et électroniques	2,3	2,5	4,7	4,5	7,0	7,0	-0,1
Industries des biens intermédiaires	65,5	63,0	43,9	42,6	109,4	105,6	-3,5
Production de combustibles et de carburants	0,8	0,8	0,4	0,3	1,2	1,2	-3,1
Eau, gaz, électricité	9,3	9,1	3,1	3,1	12,3	12,1	-1,7
Énergie	10,1	9,9	3,5	3,4	13,5	13,3	-1,8
Construction	46,7	47,9	29,6	30,3	76,2	78,2	+2,6
Commerce et réparation automobile	14,8	14,9	8,2	8,1	23,0	23,0	-0,1
Commerce de gros, intermédiaires	33,8	33,6	16,5	16,8	50,3	50,4	+0,2
Commerce de détail, réparations	76,7	75,9	37,2	36,9	114,0	112,9	-1,0
Commerce	125,4	124,4	61,9	61,9	187,3	186,3	-0,6
Transports	39,4	38,8	20,1	19,7	59,5	58,5	-1,7
Activités financières	27,3	27,3	9,3	9,4	36,6	36,6	+0,0
Activités immobilières	9,0	9,4	4,7	4,9	13,7	14,3	+4,1
Postes et télécommunications	18,2	17,9	7,9	7,8	26,2	25,6	-2,0
Conseils et assistance	45,0	45,6	13,4	13,3	58,4	58,9	+0,8
Services opérationnels	61,3	61,3	32,1	32,2	93,4	93,5	+0,2
Recherche et développement	2,8	2,9	0,1	0,2	2,9	3,1	+5,3
Services aux entreprises	127,3	127,6	53,5	53,5	180,9	181,1	+0,1
Hôtels et restaurants	23,0	22,9	12,5	12,5	35,5	35,4	-0,2
Activités récréatives, culturelles et sportives	8,7	8,8	3,4	3,4	12,1	12,2	+0,8
Services personnels et domestiques	23,1	23,9	11,8	12,3	34,9	36,2	+3,6
Services aux particuliers	54,8	55,7	27,7	28,1	82,5	83,8	+1,5
Éducation	80,5	79,8	42,1	41,4	122,7	121,2	-1,2
Santé et action sociale	101,3	102,2	51,9	52,2	153,2	154,4	+0,8
Éducation, santé, action sociale	181,8	182,0	94,0	93,6	275,8	275,6	-0,1
Administration publique	93,7	94,4	53,4	53,4	147,1	147,8	+0,5
Activités associatives et extra-territoriales	11,0	10,4	4,0	4,2	14,9	14,6	-2,0
Administration	104,6	104,8	57,4	57,7	162,0	162,5	+0,3

(p) Données provisoires.

Source : Insee - Estimations d'emploi au 31 décembre de chaque année

POUR COMPRENDRE CES RÉSULTATS

Comment sont calculées les estimations d'emploi ?

Le recensement de population de 1999 sert de base de référence aux estimations d'emploi. Il permet en effet de comptabiliser l'emploi au lieu de travail pour une zone géographique et un secteur d'activité économique donnés. Les résultats sont ensuite actualisés au 31 décembre de chaque année à partir d'indices d'évolution déterminés d'après différentes sources :

- les données de l'Unedic (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce) pour la majorité des salariés ;
- des données complémentaires pour les non-salariés et les salariés des secteurs non couverts par l'Unedic (par exemple de la Mutualité sociale agricole, des fichiers de paie des agents de l'État, l'enquête annuelle sur les collectivités territoriales).

Pour en savoir plus

- Vers une connaissance de l'emploi salarié au niveau local - Insee Nord-Pas-de-Calais - Pages de Profils n° 8, juillet 2006.
- Évolution de l'emploi salarié dans le secteur privé en 2005 - Insee Nord-Pas-de-Calais - Pages de Profils n° 7, juillet 2006.

www.insee.fr

L'information disponible 24h sur 24

Directeur de la publication : Jean-Jacques MALPOT
Service Administration des Ressources : Brigitte RABIN
Service Études Diffusion : Aurélien DAUBAIRE
Service Statistique : Jean-Christophe FANOUILLET
Rédacteur en chef : Jean-Luc VAN GHELUWE
Responsable Fabrication : Christian DE RUYCK

Graphistes : Fabrice CARLIER, Annick CEUGNIEZ, Claude VISAYZE

Vente : Bureau de vente - 130, avenue J.F. Kennedy - BP 769 - 59034 LILLE CEDEX - Tél : 03 20 62 86 66

CPPAD en cours - ISSN : 1774-7562 - Dépôt légal Février 2007 - © Insee 2007 - Code Sage PRO071920

Imprimerie LA MONSOISE - 5, avenue Léon Blum - 59370 MONS-EN-BAROEUL - Tél. : 03 20 61 98 44 - Courriel : contact@imprimerie-monsoise.com